# Résolution sur le cas du journaliste azerbaïdjanais Afgan Mukhtarli

2017/2722(RSP) - 15/06/2017 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le cas du journaliste azerbaïdjanais Afgan Mukhtarli.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, GUE/NGL, Verts/ALE et EFDD.

Les députés rappellent quAfgan Mukhtarli, journaliste dinvestigation azerbaïdjanais exilé, avait disparu le 29 mai 2017 de la capitale géorgienne pour réapparaitre quelques heures plus tard à Bakou. Selon son avocat, Afgan Mukhtarli aurait été interpellé, poussé à lintérieur dun véhicule, battu et conduit à la frontière azerbaïdjanaise, où une somme de 10.000 EUR aurait été glissée dans ses affaires par des hommes non identifiés qui auraient porté des uniformes de la police criminelle géorgienne.

Afgan Mukhtarli est aujourdhui poursuivi pour franchissement illégal de la frontière, contrebande et violences envers la police et ces accusations pourraient lui valoir une peine de prison de plusieurs années après son actuelle détention préventive.

Ils rappellent également quAfgan Mukhtarli a travaillé pour plusieurs organes de presse indépendants, y compris Radio Free Europe/Radio Liberty, et quil est connu pour ses reportages critiques à légard des autorités azerbaïdjanaises.

En conséquence, le Parlement européen condamne lenlèvement dAfgan Mukhtarli à Tbilissi et sa détention arbitraire à Bakou, estimant quil sagit là dune grave violation des droits de lhomme.

Il invite la Géorgie, pays dans lequel dAfgan Mukhtarli est actuellement exilé, à veiller à ce quune enquête approfondie, transparente et efficace soit rapidement menée sur sa disparition.

Liberté dexpression : les députés condamnent fermement les poursuites visant Afgan Mukhtarli et appellent les autorités azerbaïdjanaises dabandonner immédiatement et sans condition toutes les charges retenues contre lui.

La résolution demande parallèlement une enquête immédiate, complète, transparente, crédible et impartiale sur lincarcération ou la mort dautres militants azerbaïdjanais qui luttent pour défendre leur liberté dexpression.

Le Parlement réitère son appel urgent aux autorités azerbaïdjanaises afin quelles mettent un terme aux poursuites pénales sélectives contre les journalistes, les défenseurs des droits de lhomme et dautres personnes critiquant le gouvernement et à faire en sorte que les militants et les groupes indépendants de la société civile puissent agir sans entraves ou sans craindre la persécution.

Enfin, le Parlement souligne limportance du nouvel accord de partenariat entre lUnion européenne et lAzerbaïdjan et indique que les réformes démocratiques, lÉtat de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de lhomme et des libertés fondamentales, doivent être au cur de la mise en uvre de ce nouvel accord.